

Ligue des droits de l'homme

Aborder certains points d'actualité



La LDH s'exprime sur les politiques de la France

La section de Cahors de la Ligue des droits de l'Homme s'est réunie le mardi 12 avril à la Maison des associations sous la présidence de Slim Lassoued. Nous avons accueilli Jean Claude Pilet, délégué régional de la région Midi- Pyrénées;

Les principaux points abordés ont été la sortie de l'état d'urgence instauré le 14 novembre 2015 pour faire "la guerre aux terroristes" et la création d'observatoire à Toulouse et Albi;

La LDH possède près de 10 000 adhérents. Comme suite au nouvel agencement des régions Midi Pyrénées et Languedoc Roussillon se rapprochent par l'intermédiaire de leurs délégués régionaux pour interpeller Carole Delga afin de contrer la montée du FN dans les CA des lycées de la région.

Un collectif national " Nous ne céderons pas" s'est créé, sans la participation de parti politique, mais avec des associations et syndicats partageant les mêmes valeurs de Laïcité et de défense des Droits. L'état d'urgence conduit à des décisions arbitraires et des dérives autoritaires. Depuis le 13 novembre 2015, l'état d'urgence a donné lieu à 3335 perquisitions et 481 assignations à résidences pour fina-

lement aboutir à 4 mises en examens pour faits associés au terrorisme. L'état d'urgence est un état d'exception, dérogeant du droit commun, en particulier en matière de procédure pénale puisqu'il permet des actes de police sans le contrôle du juge judiciaire: juge d'instruction et juge des libertés et de la détention; L'état d'urgence c'est: l'accélération des expulsions et des reconduites à la frontière, la possibilité d'assignation à résidence, l'interdiction de manifester, de se rassembler ou de circuler, la dissolution d'associations, l'alourdissement des peines, un dispositif qui permet de sortir du droit commun avec une mise au pas des contestataires de tout type (syndicalistes, écologistes, pacifistes, grévistes, militants anti-racistes, défenseurs des droits de l'Homme....) par du harcèlement et de l'intimidation.

La LDH s'attache aussi à veiller à la défense des droits environnementaux : le thème de son université d'automne à Paris sera "les Communs". La LDH observe de nombreux clivages dans la Société, auxquels les politiques n'apportent aucune réponse tangible.

grv